

générale de Sofia marquerait à cet égard la période la plus critique. Cette Conférence est maintenant terminée et ce que je désire dire à cette Chambre aujourd'hui, c'est que le Gouvernement du Canada est heureux des résultats de cette Conférence. L'UNESCO en sort plus déterminée que jamais à effectuer des réformes et avec l'image d'une organisation qui sait prendre ses responsabilités.

Ayant eu l'honneur de diriger la délégation canadienne à Sofia, j'ai pu me rendre compte par moi-même de la bonne volonté et de la modération dont les états membres ont fait preuve dans la conduite des travaux de la Conférence. Le désir du Canada de voir s'effectuer des réformes était largement partagé. Les états membres veulent que l'UNESCO fonctionne de façon efficace.

Pourquoi sommes-nous satisfaits des résultats? Parce que, Monsieur le Président, les attentes raisonnables que nous avons quant à l'issue de la Conférence ont été satisfaites et ce, dans tous les domaines où nous réclamions des améliorations depuis un an et demi.

Quel mal frappait l'Organisation au point de mettre sa survie en jeu?

Le diagnostic posé par le Canada et par de nombreux états membres de tous les continents du monde était le suivant:

- l'UNESCO devait faire preuve d'une plus grande rigueur dans la définition de ses objectifs et ses priorités;
- elle avait un besoin urgent de concentrer ses activités et d'écarter les programmes moins essentiels;
- ses pratiques financières, administratives et autres devaient être refondues;
- elle devait réduire le ton de ses débats politiques.

Monsieur le Président, le printemps dernier, le Conseil exécutif - au sein duquel le Canada est influent - a jeté les bases d'un programme condensé et amélioré de l'UNESCO qui répondait aux préoccupations que je viens